

Le budget

cela, mais un député libéral qui a siégé à la Chambre au cours des neuf dernières années et qui est encore sur les banquettes ministérielles, alors que nous attendons de voir comment il va se prononcer sur le budget.

En ce qui concerne les autres députés libéraux, leur capacité de critiquer et leur conscience sociale, ainsi que leur instinct politique, semblent engourdis par la drogue la plus insidieuse connue en politique, les sondages d'opinion.

Le ministre des Finances prétend maintenant que sa politique budgétaire est tellement bonne qu'il va la poursuivre et même aller encore plus loin, alors que nous nous rapprocherons de la prochaine campagne électorale. Permettez-moi de conseiller aux députés de la Chambre de bien conserver ces citations, car, à l'approche des élections, je pense qu'ils verront leur utilité.

• (1210)

Nous allons également constater, au cours des deux ou trois prochaines années, que le gouvernement entend s'attaquer aux trésors des autres gouvernements du pays. C'est là le véritable objet de ce budget qui renferme toute une série de bombes à retardement. Le gouvernement espère qu'elles exploseront au niveau provincial entre 1995 et 1997 et coûteront le pouvoir à certains gouvernements provinciaux tout en épargnant la classe politique fédérale.

Dans ce budget, nous devrions également, par-dessus tout, rendre hommage aux Canadiens. C'est à eux que revient le mérite de certaines des bonnes décisions qui sont proposées, car ils se sont fait entendre sans cesse au sujet de ces questions.

Ce qui ressort de ce budget, c'est que le coût du service de la dette augmente rapidement alors que les dépenses de programmes diminuent. L'amélioration de la situation financière dépend de l'accroissement des recettes tirées de la croissance économique. C'est ce dont il est question dans ce budget. En ce qui concerne la possibilité d'équilibrer le budget, il faudra y parvenir à un moment donné.

Le gouvernement s'enorgueillit du fait qu'il s'est engagé à réduire le déficit à 3 p. 100 du PIB. Il a même l'audace d'ajouter que c'est la norme au sein de la Communauté européenne. Ce qu'il oublie de dire, c'est que dans la Communauté européenne, cette norme s'applique aux gouvernements nationaux.

Au Canada, dans le système fédéral, les gouvernements provinciaux s'endettent également. Cette année seulement, on estime qu'ils ajouteront 16 milliards de dollars à la dette annuelle de tout le pays. C'est une fausse norme et le marché en est certes conscient. En fait, si nous devons parler objectivement de la réaction à ce budget, la situation semblait encourageante au départ, mais elle s'est détériorée depuis. Depuis la présentation du budget, le taux d'escompte a augmenté. Le taux préférentiel a augmenté, et le dollar a baissé. C'est la réalité.

Je reconnais qu'il y a d'autres facteurs, sur le marché international. Le gouvernement est loin de suivre le programme qu'il s'était fixé, et les chiffres le montrent.

Un groupe de gens avait raison. Une agence d'évaluation du crédit, le Dominion Bond Rating Service, a très vite saisi l'essentiel de ce budget. Cette agence a regardé ce qui était arrivé et ce que proposait le budget. Elle a ensuite placé le crédit de l'Ontario sous surveillance négative, parce que les provinces risquent de perdre des milliards de dollars en transferts fédéraux. Cette agence a compris ce qui venait d'arriver. Le problème venait d'être refilé aux gouvernements provinciaux. Elle a ensuite examiné la situation en Ontario et a compris qui avait des problèmes maintenant. C'est l'Ontario qui allait écoper. Ce service a compris l'effet réel de ce budget.

Certains défenseurs du gouvernement et certains utopistes ont vu, en ce budget, le triomphe du pragmatisme.

[Français]

Il ne faut pas se faire d'illusions. Quand le gouvernement nous dit qu'il agit d'une manière pragmatique, ce qu'on a plutôt vu, ce dont on a été témoin, c'est de l'improvisation, de l'improvisation d'une approche *ad hoc* de dernière minute, qui se reflète d'ailleurs d'une manière assez intéressante dans les décisions prises, entre autres dans la façon dont on propose de transférer les fonds aux provinces pour les programmes sociaux. On va tout fondre cela dans une espèce de chaudron de transferts, avec le moins d'attaches possibles.

On a même eu le culot, dans le Budget, de proposer une mission au ministre du Développement des ressources humaines, pour aller négocier de nouveaux standards avec les provinces. Après sa première mission qui a «floppé», qui a fini dans l'humiliation, qui a été un désastre total et qu'ils ont été obligés de désavouer, on le renvoie à nouveau consulter avec les provinces, après avoir annoncé les coupures à l'avance.

Monsieur le Président, ne soyons pas naïfs. On a vu l'eau couler sous les ponts. Entre vous et moi, ça va se passer de quelle façon quand ils vont s'asseoir avec les provinces? De quelle façon pensez-vous que ça va se réaliser? Les provinces vont dire: «Écoutez, vous avez pris vos décisions. Vous avez coupé, il ne reste plus rien à négocier. Donnez-nous ce qui reste et laissez-nous tranquilles.» Cela reflète certainement l'absence de plan.

[Traduction]

Cela m'amène à ce que je considère comme la plus grande faiblesse de ce budget: l'absence de plan. Ce budget ne reflète aucunement ce que les libéraux ont dit, fait ou préconisé au cours des neuf dernières années. Ce budget ne reflète rien de ce qui est écrit dans le livre rouge. Toutes les promesses se sont envolées. Tout ce qui a été dit dans le livre rouge ne tient plus, et le gouvernement et le pays se retrouvent sans plans ni priorités. Où cela nous mènera-t-il?